

Unité départementale d'Eure-et-Loir
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orleans Cedex 2

Chartres, le 26/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UVEA

Chemin Saint Mathurin
28150 Ouarville

Références : VAT20240351
Code AIOT : 0010000473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement UVEA implanté Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVEA
- Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville
- Code AIOT : 0010000473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 26/06/2024, article R. 541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 26/06/2024, article R. 541-43	Sans objet
3	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
4	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
5	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
6	Surveillance des émissions atmosphérique	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	s en conditions autres que normales		
7	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
10	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la "fiche établissement" UVEA (n°SIRET 88015541100015) de Trackdéchets éditée par l'inspection (via le portail MonAIOT) : 80 bordereaux de suivi de déchets y sont recensés sur la période du 01/01/24 au 25/06/2024 pour 1706,24 tonnes de déchets dangereux sortants déclarés sous un code 19 01 07* déchets solides provenant de l'épuration des fumées entre autres.</p>

L'utilisation de Trackdéchets est effective.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2024, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

[...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

L'inspection a pu consulter les déclarations au RNDTS (registre entrant et sortant) faites par

<p>l'exploitant (dates de création des déclaration antérieures au 25/06/2024) grâce à l'accès au RNDTS dédié à l'inspection. L'utilisation du RNDTS est effective.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est autorisée à exploiter 2 fours à 8,5 t/h, activité classée sous la rubrique 3520 (cf. APC 19/01/2024 - article 3). Les prescriptions de l'arrêté du 12/01/2021 sont donc bien applicables.</p> <p><u>Pas d'écart constaté</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance: En continu (5) (6). Notas:</p>

<p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de la surveillance en continu du Hg : l'inspection a consulté le rapport mensuel Hg du mois de mai 2024 ("Rapport_HG1_2_mai-2024") transmis par l'exploitant. Les valeurs moyennes journalières en Hg y sont reportées. De plus, en salle de commande, l'inspection a pu constater le suivi de la mesure en continu du Hg et relever les mesures 10s en Hg : 0,34 microg/Nm³ (ligne 1) et 0 microg/Nm³ (ligne 2). Temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu : à fin mai, 1 jour et 20 heures (ligne 1) et 5 heures 30 min (ligne 2) ont été comptabilisées pour l'année 2024 (vu le fichier "Rapport_HG1_2_mai-2024"). <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) [...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Surveillance des PBDD/PBDF : vu le rapport KALI'AIR sur les rejets atmosphériques (date du contrôle du 23 au 25 avril 2024 sur les lignes 1 et 2) mentionnant les analyses faites en PBDD/PBDF. La fréquence de surveillance des PBDD/PBDF est respectée. Surveillance des PCB de type dioxines : vu les rapports SOCOR AIR n°24EP080 et n°24EP081 correspondants aux analyses faites respectivement sur les prélèvements du 16 janvier au 13 février 2024 et les prélèvements du 13 février au 12 mars 2024 sur les lignes 1 et 2 mentionnant les analyses faites en PCB de type dioxines. L'exploitant précise que ces

analyses sont faites dorénavant en même temps que les analyses classiques sur les cartouches (analyses en dioxine et furane PCDD / PCDF). La fréquence de surveillance est respectée pour ces composés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

- Mesures de polluants dans les conditions d'exploitation autres que normales : l'exploitant a présenté à l'inspection les rapports journaliers faisant état des mesures en continu de la journée du 18 février 2024 sur la ligne 1 et les valeurs mesurées en condition NOC pour cette même journée. De 20h à 21h30 le 18 février, des mesures demi-heures sont rapportées dans le rapport journalier. Sur cette même tranche horaire, le rapport journalier NOC identifie des conditions OTNOC et ne retient pas de valeurs NOC sur cette période. L'inspection constate ainsi par sondage que le 18 février 2024 la mesure des polluants est bien effective en condition OTNOC.

Le compteur OTNOC est par ailleurs bien incrémenté le 18 février (vu le compteur OTNOC H1 mentionné sur le rapport journalier NOC de ce même jour).

L'exploitant précise que le système d'acquisition des mesures fonctionne de la même manière sur la ligne 2 (mesures en continu en condition NOC et OTNOC).

- Emissions au démarrage et à l'arrêt de l'installation : la mesure des émissions est planifiée en 2025 pendant les arrêts techniques.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le plan de gestion des OTNOC, l'exploitant mentionne le plan générique élaboré par SUEZ pour les incinérateurs du groupe, document déjà connu de l'inspection.</p> <p>La liste des OTNOC définie dans le système de suivi de l'installation a été éditée par l'exploitant. 21 situations OTNOC sont ainsi identifiées par l'exploitant.</p> <p>La mise en évidence des causes et des conséquences des OTNOC et l'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC est prévue selon l'exploitant. L'évaluation périodique est prévue lors des comités de pilotage (réunion trimestrielle). L'exploitant mentionne la faible récurrence des conditions OTNOC à ce jour et le temps nécessaire pour avoir suffisamment de OTNOC pour que l'évaluation soit pertinente.</p> <p>Concernant le compteur OTNOC, sa mise en place est bien effective. L'inspection a pu constater par sondage que le compteur OTNOC (H1) sur la ligne 1 a bien été incrémenté le 18 février (d'après le rapport journalier NOC du 18 février 2024) pour une OTNOC n° 2 à savoir un problème de bourrage sur l'alimentateur du four.</p> <p>Sont comptabilisées ainsi sur la ligne 1 5,10 heures au 26 juin depuis le 1er janvier 2024 et 2,97 heures sur la ligne 2 (vu en salle de commande).</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 8 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation périodique consiste en : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>Les conditions OTNOC sont bien intégrées et suivies dans le système de surveillance des conditions d'exploitations de l'installation (vu en salle de commande le suivi des OTNOC et les statistiques associés (type, occurrence, durée)).</p> <p>Selon l'exploitant, la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées et l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC est possible via le logiciel de surveillance de SUEZ de l'exploitation.</p> <p><u>Constat : il reste à démontrer que la surveillance, l'enregistrement et l'évaluation périodique des émissions pendant les OTNOC est effective.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1</p>	
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions</p>	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>	
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Concernant les composés mesurés en continu, les VLE NOC en mg/Nm³ à respecter sont les suivantes :</u> 	
	VLE NOC en mg/Nm ³

Poussières	5
COVT	10
CO	50
HCl	8
SO ₂	40
NOx	150 (prescrit dans APC du 20/07/2022)
NH ₃	10
Hg	0,02

Les rapports mensuels NOC sur les mesures en continu sur la période de mars à mai 2024 inclus ont été consultés.

L'inspection constate sur la ligne 1 :

- deux dépassements de la VLEj NOC en HCl le 02/03 (9,68 mg/Nm³ mesurés pour une VLE à 8) et le 30/05 (8,05 pour une VLE à 8) ;
- deux dépassements de la VLEj NOC en SO₂ le 04/04 (48,85 pour une VLE à 40), et le 23/05 (41,32 pour une VLE à 40).

L'inspection constate sur la ligne 2 deux dépassements VLEj NOC en SO₂ le 30/03 et le 31/03 (respectivement 43,07 et 43,77 mg/Nm³ mesurés pour une VLE à 40).

Le respect des VLE NOC pour le mercure sur la ligne 2 n'a pas pu être vérifié par l'inspection. En effet, les mesures en mercure ne sont pas mentionnées dans le rapport mensuel faisant état des mesures en continu sur la ligne 2 en condition NOC pour les mois de mars à mai 2024.

- Mesures en semi-continu (mesures en dioxines et furanne ; VLEj NOC de 0,08 ng I-TEQ/m³) :

Vérification par sondage. Vu le rapport SOCOR AIR sur les mesures sur cartouche en dioxine et furane pour le mois d'avril, la VLE est respectée (0,005 sur la ligne 1 et 0,029 pour la ligne 2 pour une VLE à 0,08 ng I-TEQ/m³).

- Mesures semestrielles : vu le rapport KALI'AIR référencé CKL24-A404-PR01-V01 relatif au contrôle réalisé en avril-mai 2024 (date du contrôle : du 23 au 25 avril et le 3 mai 2024), les

VLEj NOC pour HF et les métaux sont respectées (Cd+Tl : VLEj NOC de 0,02 mg/Nm³ ; Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V : VLEj NOC de 0,3 mg/Nm³ ; HF : VLEj NOC de 1 mg/Nm³).

L'inspection constate :

- **de très légers dépassements ponctuels des VLEj NOC (2 sur la ligne 1 et 4 sur la ligne 2) sur la période de mars à mai 2024 ;**
- **l'absence de report des mesures de mercure dans le rapport mensuel faisant état des mesures en continu sur la ligne 2 en condition NOC.**

L'inspection rappelle que dorénavant les rapports mensuels des mesures en moyenne journalière NOC doivent être transmis à la DREAL (autosurveillance).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats :

L'exploitant mentionne que le site fonctionne en zéro rejet (pas de rejets d'eaux résiduaires).

Type de suites proposées : Sans suite